



Le Premier ministre britannique Boris Johnson suspend le Parlement

Par [Robert Stevens](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 11 septembre 2019

[wsws.org](#) 10 septembre 2019

Le Premier ministre conservateur Boris Johnson a suspendu le Parlement lundi soir après que les députés de l'opposition aient voté pour s'opposer, pour la deuxième fois, à sa tentative d'imposer des élections générales avant la date limite du 31 octobre fixée pour le Brexit.

Bien que Johnson ait remporté le vote par 293 voix contre 46, une motion visant à précipiter des élections générales doit obtenir le soutien de deux tiers des plus de 600 députés et le Premier ministre était bien en deçà de ce seuil, car les députés de l'opposition se sont abstenus.

La suspension antidémocratique du Parlement par Johnson visait à empêcher les députés de l'opposition de prendre le contrôle de la conduite des affaires du Parlement au cours des cinq prochaines semaines et faire échouer son projet de retirer le Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), sans parvenir à un accord si nécessaire.

Le vote pour empêcher une élection anticipée a eu lieu après qu'un projet de loi, présenté par le député du Parti travailliste, le blairiste Hilary Benn, visant à empêcher Johnson d'imposer un Brexit sans accord, ait reçu l'assentiment royal pour devenir un acte juridique. Il oblige Johnson à demander à l'UE une prolongation de l'échéance du Brexit jusqu'en janvier 2020 si aucun accord n'est conclu avant le 19 octobre. Le projet de loi a été adopté à la hâte par les deux chambres du Parlement la semaine dernière, après que des députés de tous les partis confondus le voyait comme la meilleure manière de faire obstacle aux intentions de Johnson.

Malgré le fait que le projet de loi de Benn ait été adopté, le gouvernement insiste pour dire qu'il ne fera la demande auprès de l'UE d'une prolongation au-delà du 31 octobre. Lors d'une conférence de presse tenue la semaine dernière dans une école de formation de la police, Johnson a déclaré qu'il préférerait «mourir dans un fossé» que d'accepter une prolongation. Etant donné que cela signifierait que l'exécutif refusait de respecter un acte juridique, des spéculations allaient bon train au cours du week-end selon lesquelles cela pourrait donner lieu à des poursuites judiciaires à l'encontre de Johnson par les députés.

Selon le député conservateur pro-Brexit, Nigel Evans, le gouvernement se penche sur «environ 20» hypothèses pour pouvoir contourner la prolongation. L'une des options envisagées était que Johnson adresse une demande écrite officielle à l'UE pour demander une prolongation du Brexit, puis envoyer une autre lettre indiquant que le Royaume-Uni ne souhaitait pas une prolongation. Une autre était d'exploiter les sentiments d'un des

membres de l'UE qui n'était pas favorable à l'octroi d'une prolongation au Royaume-Uni. La France serait sur le point de refuser une prolongation après l'annonce du ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui a déclaré au week-end: «Nous n'allons pas le faire [prolonger la date limite du Brexit] tous les trois mois.»

Parmi les autres options envisagées est celle d'une motion de censure présentée par Johnson à l'égard de son propre gouvernement, une disposition habituellement réservée au chef du principal parti d'opposition en vertu de la loi sur les durées des mandats parlementaires (FTPA), ou la démission de Johnson tout court, laissant à son remplaçant de premier ministre provisoire de présenter la motion.

Johnson a passé une partie de la journée de lundi à Dublin en pourparlers avec son homologue irlandais, Leo Varadkar. Le gouvernement irlandais, avec le soutien de l'UE, insiste sur le fait qu'un «backstop» – le mécanisme pour éviter l'existence d'une frontière dure entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord après le Brexit – fasse partie de tout accord sur le Brexit convenu entre le Royaume-Uni et l'UE. «Sans backstop, aucun accord», a déclaré Varadkar, aux côtés de Johnson, ajoutant que le gouvernement britannique n'avait présenté aucun plan «réaliste» pour remplacer le *backstop*. En réponse, Johnson a été obligé de dire qu'un Brexit sans accord «serait un échec de l'habileté politique pour laquelle nous serions tous responsables.»

Johnson, sous les ordres des conservateurs irréductibles pro-Brexit, s'oppose à ce que le *backstop* ne fasse partie d'un accord. Une déclaration commune publiée après sa rencontre avec Varadkar ne pouvait que déclarer diplomatiquement qu'il y avait un «terrain d'entente» mais «d'importantes divergences demeurent».

Lundi a également vu la démission du président du Parlement, le conservateur John Bercow. Le *Financial Times* a déclaré: «Au cours de l'année écoulée, le président a accordé plusieurs débats d'urgence à des députés en faveur de rester dans l'UE, ce qui a rompu avec les conventions afin de permettre aux simples députés de prendre le contrôle de la Chambre des communes et d'adopter des lois pour éviter un Brexit sans accord. Cela a poussé le parti conservateur à déclarer qu'il présenterait un candidat contre lui [au poste de président] lors des prochaines élections, ce qui a peut-être joué un rôle dans sa décision de prendre sa retraite.» Il est apparu que sa section locale du parti conservateur, dominée par les partisans pro-Brexit, envisageait de le priver de son siège parlementaire.

Bercow a déclaré que si les députés votaient contre la tenue d'élections législatives anticipées, il resterait en place jusqu'au 31 octobre, date à laquelle le Royaume-Uni doit quitter l'UE. En indiquant clairement qu'il s'opposerait aux projets de Johnson jusqu'à son dernier souffle, il a caractérisé son rôle de président, «selon une phrase peut-être dangereuse, de vouloir être le défenseur des députés, l'équivalent du *backstop*.» Il comptait rester en poste jusqu'à la fin du mois d'octobre car «cette date tombera peu de temps après les votes sur le discours de la reine, attendus les 21 et 22 octobre. La semaine qui suivra sera peut-être assez animée et il serait préférable d'avoir un personnage expérimenté à la présidence pendant cette courte période.»

Bercow a autorisé deux motions «de requêtes d'information» des députés pro-UE, hier soir, à être débattues en urgence par les députés. La première a été présentée par Dominic Grieve, l'ancien procureur général conservateur qui avait été limogé du parti conservateur la semaine dernière par Johnson après avoir soutenu le projet de loi Benn, ainsi que 20 autres rebelles conservateurs. Les députés ont voté par 311 voix contre 302 en faveur de la

requête de Grieve au gouvernement de publier tous les documents relatifs à «[Opération Yellowhammer](#)» – les documents de planification en cas de Brexit sans accord – et les communications privées entre les conseillers du Premier ministre sur la décision de suspendre le Parlement. Le gouvernement a déclaré qu'une version modifiée de *Yellowhammer* serait publiée, mais la publication des informations sur la prorogation est opposée par le gouvernement.

Johnson a pu procéder à la suspension du Parlement laissant les députés de l'opposition exprimer des protestations pour la forme. Ceci en dépit de beaucoup de paroles en l'air la semaine précédente de la part de députés menaçant d'occuper la chambre pour empêcher la suspension. Les partisans du maintien dans l'UE seront secrètement heureux que le Parlement soit suspendu afin qu'ils puissent tenter de formuler une contre-attaque efficace contre Johnson.

L'autre motion autorisée par Bercow émanait du chef du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, «Que le Parlement se réjouisse de l'achèvement de toutes les étapes parlementaires du projet de loi sur l'Union européenne (retrait) (n ° 6) [le projet de loi de Benn] et a examiné la question de l'importance de l'état de droit et l'obligation des ministres de se conformer à la loi.»

La proposition de Corbyn a donc été considérée tellement banale qu'elle a été adoptée sans la formalité d'un vote. Corbyn ne pouvait que se plaindre de la prorogation de Johnson: «Je pense que c'est honteux. Le Parlement devrait siéger.» Il a ajouté: «Le Parlement devrait demander des comptes au gouvernement. Et le Premier ministre semble vouloir fuir les questions.»

Il revenait au *Financial Times* de donner au camp *Remain* leurs ordres. Dans un éditorial dimanche, le journal de la City de Londres explique qu'«Un gouvernement zombie signifie que des élections doivent être organisées». «Le gouvernement conservateur de Boris Johnson est en train de s'effondrer [...] Il a rejeté sa majorité et ne peut pas gouverner.»

Il a exigé des élections même s'il y avait un «choix hideux entre un Brexit probablement sans accord des conservateurs de M. Johnson, ou le projet socialiste révolutionnaire du parti travailliste de Jeremy Corbyn.»

Tous les députés opposés à un Brexit sans accord «devraient utiliser la période de prorogation pour conclure un accord sur un gouvernement par intérim dirigé par un personnage plus digne de confiance et moins diviseur que M. Corbyn, ainsi que sur des stratégies pour les semaines à venir et pour une élection.»

Cela comprend notamment l'opposition à Johnson à tout les niveaux, que ce soit ses efforts «d'ignorer la loi pour bloquer le Brexit sans accord, sa démission ou à un «vote de censure en soi, auquel [...] le gouvernement de Johnson peut avoir recours.»

Robert Stevens

A lire aussi :

[La suspension du Parlement par Johnson:La classe dirigeante britannique déclare la guerre aux droits démocratiques](#)

Article paru en anglais, WSWS, le 10 septembre 2019

Articles Par : [Robert Stevens](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca